



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2942

Texte de la question

LUTTE CONTRE DAECH

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Meyer Habib. Monsieur le Premier ministre, réveillons-nous. La stratégie de lutte contre Daech est un échec total, nous l'avons vu ces derniers jours. À Palmyre, à Ramadi, Daech progresse sur tous les fronts. La suite, hélas, nous la connaissons : crimes de guerre, viols, épuration ethnique, destruction de trésors archéologiques.

En 2015, on crucifie des chrétiens dans leur berceau historique. En 2015, on crucifie des chrétiens ! Au Levant, un siècle après les génocides arménien et assyro-chaldéen, les premières communautés chrétiennes disparaissent sous nos yeux, dans un silence assourdissant. On en parle, oui, on s'émeut, mais concrètement, rien !

Cette guerre est à nos portes : Toulouse, Charlie, Hyper Cacher, Aurélie Châtelain... Dois-je rappeler que, le mois dernier, seul un hasard invraisemblable – la providence, diront les croyants – nous a épargné un massacre dans les églises du Val-de-Marne ?

Face à l'urgence, Obama a improvisé une non-stratégie de frappes aériennes, sans vision ni efficacité, avec pour seul objectif d'avaliser à tout prix un mauvais accord, un terrible accord, sur le nucléaire iranien. Obama cède à la République islamique d'Iran qui, depuis trente ans, est la matrice du djihad mondial. Daech n'existerait pas sans l'Iran.

Une stratégie se juge aux résultats. Or, à ce jour, ils sont catastrophiques. Les frappes aériennes ne suffisent pas : on ne gagne pas une guerre par procuration.

M. François Rochebloine. Très bien !

M. François Sauvadet. Bravo !

M. Meyer Habib. Cette guerre ne se gagnera qu'au sol ou ne se gagnera pas, ou a minima grâce à un appui terrestre à des alliés fiables, ce qu'a démontré la bataille de Kobané.

Avant qu'il ne soit trop tard, le monde, ou à défaut la France, doit prendre ses responsabilités. Dans moins de deux heures, le Président de la République fera entrer au Panthéon quatre résistants à la barbarie nazie. La France doit montrer la voie face à cette nouvelle barbarie qu'est le « nazislamisme » !

Monsieur le Premier ministre, par-delà les mots, allons-nous plaider mardi prochain pour un appui terrestre de la

coalition face à la barbarie djihadiste ? La France ne peut abandonner les chrétiens d'Orient. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, il y a beaucoup de choses dans votre question, mais je retiens d'abord l'indignation légitime qui est la vôtre face aux massacres commis au Proche-Orient et au Moyen-Orient et qui ont une série de conséquences en France.

Une question me sera posée dans un instant sur l'Irak et la Syrie, aussi ne relèverai-je qu'un aspect de votre intervention, vous m'en excuserez : il concerne l'Iran, sujet auquel vous êtes, je le sais, très attaché.

Je recevais hier le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous avons discuté de ce qu'il fallait faire, ou ne pas faire, dans la perspective de l'accord ou du désaccord sur le nucléaire iranien. Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il fallait rechercher un accord, mais que cet accord ne serait acceptable – c'est en tout cas la position de la France, puissance indépendante – que s'il est robuste et ne permet en aucun cas à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

M. Georges Fenech. Très bien !

M. Laurent Fabius, ministre. Je vous réponds avec précision sur le point suivant : il n'y aura pas d'acceptation de la France s'il n'est pas clair que toutes les installations iraniennes, y compris les sites militaires, pourront être vérifiées. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et UMP.*)

M. Alain Marty. Ce n'est pas la question !

M. Laurent Fabius, ministre. Sur ce point, j'aimerais que la totalité des cinq autres grands pays qui discutent avec nous face aux Iraniens adoptent la position française. Oui à un accord, mais non s'il permet à l'Iran de se doter de la bombe atomique. Telle est la position de la France, puissance indépendante et puissance de paix. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2942

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mai 2015](#)